



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 10 avril 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

La transition écologique et l'enseignement du droit économique

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ÉCONOMIQUE 2023/2

(T.XXXVII)

-
- Page 5 à 8 **Introduction**
Marie Alice Chardeaux, Florian Couveinhes Matsumoto, Maxime Lassalle, Irina Parachkevova-Racine
-
- Page 9 à 20 **Le droit économique comme levier de la transition écologique ?**
Perspectives sociologiques à propos d'un domaine du droit et de son enseignement
Jean-Philippe Tonneau
-
- Page 21 à 30 **L'enseignement du droit économique et la transition écologique**
Marina Teller
-
- Page 31 à 35 **Former les étudiants en droit économique aux enjeux de la transition écologique**
Quelles réalités ? Quels enjeux ? Quels défis ?
Aude-Solveig Epstein
-
- Page 37 à 47 **Un exemple d'ouverture formelle à la transversalité : le droit des sociétés**
Irina Parachkevova-Racine
-

Page 49 à 59

Le droit du commerce international, un exemple de résistance à la transversalité ?

Jean-Baptiste Racine

Page 61 à 74

Un exemple de résistance à la transversalité : le droit de la concurrence

Walid Chaiehloudj

Page 75 à 86

L'environnementalisation du droit du travail au milieu du gué

Tatiana Sachs

Page 87 à 97

La transition écologique et l'enseignement de nouvelles disciplines juridiques écologico-économiques

Florian Couveinhes Matsumoto

Page 99 à 104

Les cliniques juridiques : vecteurs d'innovation de l'enseignement du droit de la transition écologique

Jeremy Perelman, Aurélien Bouayad, Anaïs Morin Guerry

Page 105 à 110

Le rôle des cliniques juridiques dans la formation sur la transition écologique : l'évolution de la clinique juridique EUCLID de l'Université Paris Nanterre

Sophie Grosbon

Page 111 à 121

**L'enseignement du droit économique et les enjeux écologiques en école de management
Le cas de l'ESSEC**

Hugues Bouthinon-Dumas

Page 123 à 134

Enseignement du droit, transition écologique et liberté pédagogique

Maxime Lassalle

Page 135 à 145

La transition écologique et l'enseignement du droit économique. Propos conclusifs

Gilles J. Martin

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
11 avril 2024
n° 14 / 8035^e
pages 673 à 720



Version numérique incluse*



ÉDITORIAL

673 Attention : un train (de réformes) peut en cacher un autre !, *Didier Guével*

ACTUALITÉS

- 676 Cautionnement (disproportion) : pas d'obligation déclarative pour la caution
- 677 Société anonyme (président) : remplacement du directeur général
- 678 Subrogation (portée) : demande de remboursement anticipé d'un prêt
- 678 Responsabilité civile (réparation intégrale) : pas de contrôle de proportionnalité
- 680 Douanes (agents) : pouvoir de procéder à des auditions
- 681 Contrat de travail (transfert) : résiliation d'un contrat de location-gérance
- 683 Avocat (honoraires) : factures d'honoraires forfaitaires mensuelles

POINT DE VUE

684 Incinérer un musulman, *Xavier Labbé*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 692 **Chronique** : La porosité de la codification des atteintes aux personnes et des atteintes aux biens, *Florence Dequatre*
- 700 **Panorama** : Droit de la filiation. *Patrice Hilt*



- 711 **Notes** : L'abattage rituel avec étourdissement préalable réversible : une conquête du droit animalier européen, note sous CEDH 13 févr. 2024, Jean-Pierre Marguénaud
- 716 Du double délai de prescription de l'action en réduction, note sous Civ. 1^{re}, 7 févr. 2024, Patrick Bouathong

ENTRETIEN

- 720 Laurent Saenko – Le Name & Shame : une réponse adéquate aux vols à l'étalage ?

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DIEZEAU,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82006

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Avril 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Didier Guével

Attention : un train (de réformes) peut en cacher un autre !

673

ACTUALITÉS

676

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Cautionnement (disproportion) : pas d'obligation déclarative pour la caution, Com. 4 avr. 2024

Cautionnement (recours personnel) : plan de surendettement, Civ. 1^{re}, 4 avr. 2024

Consommation

Surendettement (commission) : saisine du juge du contentieux, Civ. 2^e, 28 mars 2024

Société et marché financier

Société anonyme (président) : remplacement du directeur général, Com. 4 avr. 2024

677

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Servitude (de « cour commune ») : portée du non-respect de l'engagement, Civ. 3^e, 28 mars 2024

Bornage (portée) : irrecevabilité de toute nouvelle action, Civ. 3^e, 28 mars 2024

Contrat-Responsabilité-Assurance

Subrogation (portée) : demande de remboursement anticipé d'un prêt, Civ. 1^{re}, 4 avr. 2024

Responsabilité civile (réparation intégrale) : pas de contrôle de proportionnalité, Civ. 3^e, 4 avr. 2024

678

DROIT IMMOBILIER

679

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Perquisition administrative (documents) : droit d'appel du préfet, Crim. 3 avr. 2024

Traitement des antécédents judiciaires : nécessité d'une habilitation, Crim. 3 avr. 2024

680

DROIT PUBLIC

Fiscalité

Douanes (agents) : pouvoir de procéder à des auditions, Cass., ch. mixte, 29 mars 2024

681

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Contrat de travail (transfert) : résiliation d'un contrat de location-gérance, Soc. 3 avr. 2024

Comité social et économique : activités sociales et culturelles, Soc. 3 avr. 2024

Négociation collective (obligatoire) : portée d'un accord collectif, Soc. 3 avr. 2024

682

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Récusation (défaut d'impartialité) : mainlevée d'hospitalisation sans consentement, Civ. 2^e, 28 mars 2024

Registre du commerce et des sociétés : appel des ordonnances du juge commis.

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR.69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

Construction-Urbanisme
Géomètre-expert (responsabilité) :
annulation d'un règlement d'urbanisme,
Civ. 3^e, 4 avr. 2024

Profession juridique et judiciaire
Avocat (honoraires) : factures d'honoraires
forfaitaires mensuelles, Civ. 2^e, 4 avr. 2024

Recueil Dalloz - 11 avril 2024 - n° 14

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

11 avril 2024 - n° 14 / 8035^e



POINT DE VUE

684 Incinérer un musulman
par Xavier Labbé



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

686 Brève contribution processualiste
à la réécriture du code de procédure pénale
par Emmanuel Jeuland

692 La porosité de la codification des atteintes
aux personnes et des atteintes aux biens
par Florence Dequatre

PANORAMA

700 Droit de la filiation
janvier 2023 – février 2024
par Patrice Hilt

NOTES

711 L'abattage rituel avec étourdissement préalable réversible :
une conquête du droit animalier européen,
note sous CEDH 13 févr. 2024
par Jean-Pierre Marguénaud

716 Du double délai de prescription de l'action en réduction,
note sous Civ. 1^{re}, 7 févr. 2024
par Patrick Bouathong



ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Bloc de compétence exclusive du tribunal de commerce et retraite-chapeau
Com. 20 décembre 2023,
note Arnaud Reygrobellet p. 238

L'unanimité exclut la caractérisation d'un abus de majorité
Com. 8 novembre 2023,
note Samuel François p. 244

Droit des sociétés cotées

Ordre public et offres publiques ; voies de recours contre les décisions de la commission des sanctions de l'AMF
Com. 8 novembre 2023,
note Alain Viandier p. 254

Droit patrimonial des sociétés

Stock-options et communauté légale : la Cour de cassation confirme sa position
Civ. 1^{re}, 25 octobre 2023,
note Sophie Schiller p. 257

Droit pénal des sociétés

Le Conseil d'État favorable à la transmissibilité des sanctions disciplinaires à la « société absorbante »
CE 10 novembre 2023,
note Haritini Matsopoulou p. 263

REVUE DES SOCIÉTÉS

Avril 2024 - n° 4

ÉTUDE

Le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

Thierry Bonneau
et Louis-Marie Pillebout p. 223

CHRONIQUES

Chronique de droit des sociétés comparé

Katrin Deckert p. 271



Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Version numérique incluse*



Couverture | Sommaire

N° 4 - Avril 2024 / SOMMAIRE

Actualités _____ 218

par Bénédicte François

Étude _____ 223

Le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

Thierry Bonneau et Louis-Marie Pillebout _____ 223

Jurisprudence _____ 238

Sociétés en général

Bloc de compétence exclusive du tribunal de commerce et retraite-chapeau
Note sous Com. 20 déc. 2023
note Arnaud Reygrobellet _____ 238

L'unanimité exclut la caractérisation d'un abus de majorité
Note sous Com. 8 nov. 2023
note Samuel François _____ 244

Sociétés anonymes

L'exercice de l'action *ut singuli* par une société de gestion de fonds commun de placement
Note sous Com. 11 oct. 2023
note Thierry Granier _____ 247

Sociétés civiles

Le partage amiable de parts sociales entre indivisaires n'est pas une condition de l'attribution de la qualité d'associé
Note sous Com. 30 août 2023
note Arnel Le Ruyet _____ 250

Droit des sociétés cotées

Ordre public et offres publiques ; voies de recours contre les décisions de la commission des sanctions de l'AMF
Note sous Com. 8 nov. 2023
note Alain Viandier _____ 254

Droit patrimonial des sociétés

Stock-options et communauté légale : la Cour de cassation confirme sa position
Note sous Civ. 1^{re}, 25 oct. 2023
note Sophie Schiller _____ 257

Droit pénal des sociétés

Le Conseil d'État favorable à la transmissibilité des sanctions disciplinaires à la « société absorbante »
Note sous CE 10 nov. 2023
note Haritini Matsopoulou _____ 263

Droit social et sociétés

Les délais de contestation de la désignation d'un expert par le CSE
Note sous Soc. 18 nov. 2023
note Franck Petit _____ 267

Chronique de droit des sociétés comparé _____ 271

par Katrin Deckert

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 14 du 08 avril 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Filmer les faits divers

N° 434 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | IN MEMORIAM

Henri Roland (1932-2024)

N° 435 - Par

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | PROCÉDURE CIVILE

Minutier électronique civil

N° 436 - Par Corinne BLÉRY et Thibault DOUVILLE

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Le point de départ du délai d'appel d'une ordonnance sur requête remis en cause

N° 437 - Par Didier CHOLET

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

La protection de l'enfance, sur le fondement de l'article 375 du Code civil, relève du domaine protégé du juge judiciaire

N° 438 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | DONNÉES PERSONNELLES

Deux normes pour aider à la gestion des données personnelles et à l'utilisation responsable de l'IA

N° 439

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 mars 2024

N° 440

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

[La mise en oeuvre des prérogatives contractuelles unilatérales n'échappe pas au contrôle des juges](#)

N° 441 - Par Nicolas DUPONT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[Pas d'obligation générale de surveillance pour l'hébergeur d'un site qui transmet et stocke des informations](#)

N° 442

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Pratiques anticoncurrentielles : engagement de la responsabilité malgré la transmission du patrimoine](#)

N° 443

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Opération de paiement frauduleuse : application du régime de responsabilité exclusif du régime de droit commun](#)

N° 444

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 28 mars au 3 avril 2024](#)

N° 445

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 mars 2024](#)

N° 446

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Rupture conventionnelle : aucun délai requis entre l'entretien et la signature de la convention de rupture](#)

N° 447 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | EMPLOI

[Installation du Haut conseil des rémunérations, de l'emploi et de la productivité](#)

N° 448

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 mars 2024](#)

N° 449

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMPTABILITÉ

[La saga de l'erreur comptable délibérée, la morale du juge fiscal](#)

N° 450 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | DOUANES

[Les agents des douanes sont autorisés à réaliser des auditions à certaines conditions](#)

N° 451

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | HOSPITALISATION D'OFFICE

Soins psychiatriques sans consentement et suspicion légitime : le défaut d'impartialité du JLD ne peut se déduire de sa connaissance de l'affaire

N° 452

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

Les dispositifs d'élimination de la double imposition des bénéficiaires sont complétés

N° 453

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 mars au 3 avril 2024

N° 454

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 18 au 24 mars 2024

N° 455

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS

Internement psychiatrique d'un enfant souffrant d'une déficience intellectuelle

N° 456 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE FAMILIALE

Enlèvement international d'enfants

N° 457 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | NUMÉRIQUE

Mauvais temps pour les plateformes numériques

N° 458 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

La base juridique d'un acte doit être celle correspondant à sa finalité principale

N° 459 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TRANSPORTS AÉRIENS

Indemnisation d'un vol retardé à l'arrivée : une présence essentielle à l'aéroport de départ !

N° 460 - Par Jeremy HEYMANN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | SOCIÉTÉS

Rappel des conditions de mise en oeuvre de clauses de garantie dans une cession d'actions

N° 461 - Par Laurent CHABAUD

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Ouvrons grand l'Université !

N° 462 - Par Vanessa MONTEILLET

[Consulter le PDF](#)



L'ÉTUDE | MINEURS

La « fast » législation : le droit à l'image des enfants mineurs

N° 463 - Par Grégoire LOISEAU

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | SÛRETÉS

Droit des sûretés

N° 464 - Par Philippe SIMLER et Philippe DELEBECQUE

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

La fin de l'impunité - Pour une révolution judiciaire et juridique en matière de violences faites aux femmes

N° 465

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ÉVÉNEMENT

La Nuit des Relais : la course contre les violences faites aux femmes

N° 466

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Cyberharcèlement : précisions sur la compétence du TJ de Paris

N° 467

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Plan de recrutements pour la Justice : la répartition des effectifs supplémentaires par juridiction détaillée

N° 468

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ÉTRANGERS

Loi immigration : une circulaire adressée aux Parquets

N° 469

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

L'importance des frais de justice engendrés par la conservation d'un bien ne peut justifier une remise à l'AGRASC

N° 470

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

« En quête d'indices » : un nouveau dispositif pour aider à l'élucidation de cold cases

N° 471

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Conseil d'État : régime de protection sociale complémentaire en santé et en prévoyance

N° 472

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | UNION EUROPÉENNE

Circulaire relative à la mise en oeuvre du droit de l'Union européenne

N° 473

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Avocats au Parquet de Paris : nouveau processus d'accès à la fouille

N° 474

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le barreau de Paris ouvre ses commissions déontologiques aux non MCO

N° 475

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | NOTAIRES

Un guide pour aider les notaires à la résolution de situations juridiques complexes

N° 476

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 15 du 11 avril 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

SOCIÉTÉ

[3 QUESTIONS - Analyse des risques d'actions en responsabilité civile et de sanctions boursières liés à la CSRD](#)

N° 320 - Par Didier MARTIN et Guillaume AGBODJAN

BANQUE

[Projet de tokenisation pour les paiements transfrontières lancé par 7 banques centrales](#)

N° 321

BIBLIOGRAPHIE

[Lexis360 Intelligence Entreprises](#)

N° 322

BIBLIOGRAPHIE

[Revue Contrats Concurrence Consommation](#)

N° 323

PROTECTION SOCIALE

[Assurance maladie : 466 millions d'euros de fraudes détectées en 2023](#)

N° 324

Actualités

AFFAIRES | AVOCAT

[Rémunération de l'avocat dessaisi : la loi l'emporte sur la convention d'honoraires](#)

N° 325

AFFAIRES | AVOCAT

[Des factures imprécises peuvent conduire le juge à revoir à la baisse des honoraires payés à l'avocat](#)

N° 326

AFFAIRES | BANQUE

Opération de paiement frauduleuse : application du régime de responsabilité exclusif du régime de droit commun

N° 327

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Plan de surendettement : pas d'opposabilité des mesures de rééchelonnement à la caution

N° 328

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Engagement disproportionné, fiche de renseignement et charge de la preuve

N° 329

AFFAIRES | CONCURRENCE

Pratiques anticoncurrentielles : engagement de la responsabilité malgré la transmission du patrimoine

N° 330

AFFAIRES | CONTRAT

Contrats de communications électroniques : responsabilité du fournisseur d'accès, invalidité des clauses contraires et prescription d'une action

N° 331

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Acquisition d'actions durant une période d'OPA : déclarations obligatoires et entrave à l'enquête de l'AMF

N° 332

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Union des marchés des capitaux : nouvelle directive sur les gestionnaires de FIA

N° 333

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Société anonyme : le vote mettant fin au dualisme de la gouvernance ne constitue pas une révocation abusive du directeur général

N° 334

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contentieux de la sécurité sociale : de l'influence du CRPA

N° 335 - Par François TAQUET

SOCIAL | COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

La seule qualité de salarié ouvre droit au bénéfice des activités sociales et culturelles

N° 336

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Retour du fonds et transfert des contrats de travail à la suite de la résiliation du contrat de location-gérance par le liquidateur judiciaire

N° 337

FISCAL | IMMOBILIER

Modification de certaines dispositions réglementaires relatives aux modalités du prêt à taux zéro

N° 338

FISCAL | TAXES DIVERSES

Délai de prescription des taxes attachées à un permis de construire transféré

N° 339

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Décret relatif à l'ajustement des critères de taille pour les sociétés et groupes de sociétés

N° 1099 - Par Bruno DONDERO

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Droit des sociétés

N° 1100 - Par Florence DEBOISSY , Guillaume WICKER , Julien VALIERGUE , Jean-Christophe PAGNUCCO et Ronan RAFFRAY

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Les conditions de la responsabilité du prêteur du fait d'un crédit accordé frauduleusement à une entreprise en difficulté

N° 1101 - Par Anthony TARDIF

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le recours contre les engagements

N° 1102 - Par Émilie DUMUR et Pascal WILHELM

AFFAIRES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

Normes d'exercice professionnel et responsabilité civile professionnelle du commissaire aux comptes

N° 1103 - Par Jean-Noël STOFFEL

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Vers l'attribution du contentieux des baux commerciaux au tribunal de la procédure collective ?

N° 1104 - Par Fabien KENDÉRIAN

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Débat sur une « greffe » : l'exception d'illégalité d'un accord collectif

N° 1105 - Par David JACOTOT

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Absence d'effet rétroactif de l'option pour la TVA : l'intention ne remplace pas l'option

N° 1106 - Par Laurène BACH

Revue de droit bancaire et financier, n° 2 du 01 mars 2024

Sommaire du numéro

Repère

CRÉDIT-BAIL

La clause de divisibilité à l'épreuve de la location financière

N° 2 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | ABUS DE MARCHÉ

Liberté de la presse versus lutte contre les abus de marché

N° 28 - Par Pauline PAILLER

[Consulter le PDF](#)

RAPPORTS ET AVIS | AMF

L'AMF publie un guide pédagogique sur les plans de transition climatique des entreprises élaboré par sa Commission Climat et finance durable

N° 29

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DURABLE

Publication de l'ICMA sur le financement de la transition dans le Debt Capital Market

N° 30

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

Suivi du rapport d'évaluation par les pairs des orientations des ESAs sur l'évaluation prudentielle de l'acquisition de participations qualifiées

N° 31

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

Recommandations sur le contrôle des activités des BigTechs dans les services financiers

N° 32

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX

Programme de travail 2024 du FSB

N° 33

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

[Des normes techniques en application de la réglementation DORA pour la gestion des risques liés aux TIC et aux tiers et la classification des incidents](#)

N° 34

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRESTATAIRES DE SERVICES BANCAIRES

[Orientations à l'intention des prestataires de services liés aux crypto-actifs sur la gestion du risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme](#)

N° 35

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FRTB

[Modifications des exigences de déclaration du risque de marché](#)

N° 36

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉ FINANCIER

[Middlenext publie ses recommandations RSE pour 2024](#)

N° 37

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MIFID II

[Clarification des exigences de déclaration de meilleure exécution dans le cadre de MiFID II](#)

N° 38

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE

[Baisse inédite des montants levés sur les plateformes de financement participatif](#)

N° 39

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉ FINANCIER

[L'année 2023 connaît un fort recul des offres publiques d'acquisition](#)

N° 40

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FIA

[Surveillance renforcée de l'ESMA sur les risques des FIA de l'UE](#)

N° 41

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE

[Sociétés cotées : publication des recommandations de l'AFG 2024 sur le gouvernement d'entreprise](#)

N° 42

[Consulter le PDF](#)

VEILLE LÉGISLATIVE | VEILLE LÉGISLATIVE

[Du 6 janvier 2024 au 26 février 2024](#)

N° 43

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | VEILLE DES PUBLICATIONS

[Veille des publications](#)

N° 44

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE | DROIT BANCAIRE

Droit bancaire et procédure civile

N° 45

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE | CRÉDIT CARBONE

Crédits carbone issus du marché volontaire

N° 46

[Consulter le PDF](#)

AGENDA | COLLOQUE

Intelligence artificielle et services financiers

N° 47

[Consulter le PDF](#)

AGENDA | COLLOQUE

Colloque Association des Juristes de Blockchain et Crypto-actifs (LBCA)

N° 48

[Consulter le PDF](#)

AGENDA | REMISE DE PRIX

Prix 2023 du meilleur mémoire de droit bancaire et financier décerné par l'AEDBF-France

N° 49

[Consulter le PDF](#)

Entretien



ENTREPRISE

Analyse des risques d'actions en responsabilité civile et de sanctions boursières liés à la CSRD

N° 1 - Par Didier MARTIN et Guillaume AGBODJAN

[Consulter le PDF](#)

Chronique



CRYPTO-ACTIFS

Chronique de droit financier international

N° 1 - Par Caroline KLEINER

[Consulter le PDF](#)

Étude



PRESTATAIRES FINANCIERS

Responsabilité des prestataires financiers : une jurisprudence témoin d'une diversité des devoirs et des sanctions

N° 3 - Par Kevin MAGNIER MERRAN

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT BANCAIRE | OPÉRATIONS DE PAIEMENT

Délai de contestation des opérations de paiement non autorisées : renvoi préjudiciel de

la Cour de cassation

N° 28 - Par Stéphane TORCK

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PRÊT VIAGER HYPOTHÉCAIRE

Sanction du TEG erroné dans un prêt viager hypothécaire

N° 29 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Efficacité de la clause de déchéance du terme

N° 30 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | TEG

Intégration des frais de domiciliation bancaire

N° 31 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PRÊT EN DEVISES

Appréciation du caractère clair et compréhensible des clauses relatives au libellé en devise d'un contrat de prêt

N° 32 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT AFFECTÉ

Faute de la banque qui ne s'assure pas de l'exécution effective des prestations de mise en service de l'installation

N° 33 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER : DOMAINE D'APPLICATION

SCI emprunteuse

N° 34 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | TEG

Rapport d'expertise et office du juge

N° 35 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SÛRETÉS

Code européen des affaires

N° 36 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Effet à l'égard du débiteur principal de la délivrance d'un commandement de saisie-vente à la caution solidaire

N° 37 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

Surendettement et droit transitoire

N° 38 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

Surendettement et prescription extinctive

N° 39 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

Surendettement et bonne foi

N° 40 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

Endettement et délai de grâce

N° 41 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Saisie conservatoire de créances et tiers saisi

N° 42 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Saisie immobilière et indivisibilité

N° 43 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

Insaisissabilité du logement et clôture pour insuffisance d'actif

N° 44 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

Insaisissabilité du logement et clôture pour insuffisance d'actif

N° 45 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Scores de crédit et traitement automatisé de données

N° 46 - Par Marie GILLOUARD

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | SOCIÉTÉ DE GESTION

Opposabilité à une société de gestion d'une modification de sa rémunération par décision unilatérale des investisseurs

N° 47 - Par Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | GESTION COLLECTIVE

Admission à la négociation d'ETF à gestion active

N° 48 - Par Isabelle RIASSETTO

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | FONDS D'INVESTISSEMENT DURABLES

Retour sur le nom des fonds de finance durable

N° 49 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | OBLIGATION VERTE

Création du label « obligation verte européenne »

N° 50 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | DÉPOSITAIRE CENTRAL DE TITRES

Modifications du règlement Dépositaire central de titres (DCT)

N° 51 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | VENTES À DÉCOUVERT

Procédure de rachat d'office

N° 52 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Dossier



BANQUE

Le banquier face à la compliance

N° 7 - Par Anthony MAYMONT

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

La construction d'un modèle de compliance européenne au sein du système bancaire et financier

N° 8 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

L'efficacité des normes juridiques de compliance en droit bancaire et financier

N° 9 - Par Anthony MAYMONT

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

Le rôle de la compliance sur l'évolution de l'éthique bancaire et financière

N° 10 - Par Jennifer MARCHAND

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

La direction des banques au prisme de la compliance

N° 11 - Par Cécile GRANIER

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

La compliance dans les contentieux bancaires

N° 12 - Par Bertrand DE BELVAL

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

La compliance à l'aune du droit des défaillances bancaires

N° 13 - Par Benoît RAYNAUD

[Consulter le PDF](#)

Meilleure pratique



PRESTATAIRE DES SERVICES DE PAIEMENT

Le recours aux agents par les prestataires des services de paiement

N° 1 - Par Evelina GRATIANU

[Consulter le PDF](#)

Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 2 du 01 mars 2024

Sommaire du numéro

Repère

CRÉANCE

[De la déclaration ... à la vérification des créances...](#)

N° 2 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

Alertes

FOCUS | ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

[Un juge d'un tribunal de commerce peut-il exercer des missions pour un administrateur judiciaire ?](#)

N° 7

FOCUS | ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

[15 octobre - 15 décembre 2023](#)

N° 8 - Par Florent PETIT

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

[Du 1er février 2024 au 15 mars 2024](#)

N° 9

Étude

INSOLVABILITÉ

[Sûretés réelles et droit de l'insolvabilité dans le projet de Code européen des affaires](#)

N° 2 - Par Michael TOTA

Chronique

PANORAMA DE JURISPRUDENCE

Jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté

N° 1 - Par Barbara FRELETEAU-CHAIBRASSOU , Frédérique JULIENNE , Fabien KENDÉRIAN , Ronan RAFFRAY , Karl LAFAURIE , Olivier MARAUD , Bernard SAINTOURENS et Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

Commentaires



DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Absence de maintien d'activité de l'entreprise : pas d'application de l'article L. 641-10, alinéa 5, du Code du commerce

N° 31 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Portabilité des droits de la couverture santé et prévoyance en cas de liquidation judiciaire

N° 32 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | DETTES PROFESSIONNELLES

Créance de l'URSSAF. - Action en recouvrement. - Cogérant majoritaire de SARL

N° 33 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Pouvoir d'embaucher un salarié lorsqu'aucun administrateur n'a été désigné par le jugement de redressement judiciaire

N° 34 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Cumul contrat de travail et mandat social

N° 35 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | INDEMNITÉS DE CONGÉS PAYÉS

Indemnité de congés payés. - Garantie AGS. - Transfert du contrat de travail

N° 36 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | VOIE DE RECOURS

Excès de pouvoir du juge-commissaire refusant la désignation de l'URSAAF comme contrôleur

N° 37 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Les indemnités de rupture de contrat intervenue avant la date du jugement d'ouverture sont couvertes par l'AGS

N° 38 - Par François TAQUET

Dossier



DÉFAILLANCE ÉCONOMIQUE

La défaillance économique : quelle définition pour quel traitement ?

N° 5 - Par Véronique MARTINEAU-BOURGNINAUD

DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES

Propos introductifs

N° 6 - Par Véronique MARTINEAU-BOURGNINAUD

DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES

L'identité du débiteur économiquement défaillant

N° 7 - Par Benjamin FERRARI

DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES

À la recherche d'un critère nouveau de la pré-insolvabilité

N° 8 - Par Manon OUACHEM

DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES

La responsabilité des agences de notation dans la défaillance économique des entreprises notées

N° 9 - Par Melissa PAULET

DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES

Le risque de défaillance de l'entreprise lié aux nouvelles obligations sociales et environnementales

N° 10 - Par Denis VOINOT

DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES

Le traitement des signaux faibles en droit du travail

N° 11 - Par Laurence FIN-LANGER

DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES

L'absence de flexibilité du droit du travail, un risque de défaillance économique ?

N° 12 - Par Christine GAILHBAUD

DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES

L'influence du droit européen sur le renouvellement des mesures de traitement : la nouvelle proposition de directive sur l'insolvabilité

N° 13 - Par Paola NABET

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Le changement de paradigme dans le traitement judiciaire de la défaillance des entreprises

N° 14 - Par Marjorie EECKHOUDT

DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES

La comptabilité plébiscitée par le droit des entreprises en difficulté

N° 15 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

PROCÉDURES COLLECTIVES

Traitement des comptes courants d'associés dans les procédures collectives

N° 1 - Par Michel DI MARTINO

HORS-SÉRIE

20^E ÉDITION**DES ÉTATS GÉNÉRAUX****DU DROIT DE LA FAMILLE****ET DU PATRIMOINE****2004-2024-2044 : L'ODYSSÉE DU BARREAU DE FAMILLE****ORGANISÉS PAR LE CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX****25 et 26 JANVIER 2024 - Maison de la Chimie (Paris)**

Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 903 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,

sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

20^E ÉDITION DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU DROIT DE LA FAMILLE ET DU PATRIMOINE 2004-2024-2044 : l'Odyssée du barreau de famille

Interventions

- GPL461j4 ■ Discours d'ouverture
par Julie COUTURIER 3
- GPL461j3 ■ Discours d'ouverture du directeur des affaires civiles et du Sceau
par Rémi DECOU-PAOLINI 5
- Conférences du jeudi
- GPL461i4 Actualité législative et jurisprudentielle de la procédure
en matière familiale
par Natalie FRICERO 8
- GPL461k6 Actualités législatives et jurisprudentielles - Droit
patrimonial de la famille
par Jérémy HOUSSIER 12
- Ateliers de formation du jeudi
- GPL461e3 Divorce international et conséquences patrimoniales
par Tim AMOS, Marina BLITZ, Katell DROUET-BASSOU et Isabelle REIN-
LESCASTEREYRES 16
- GPL461k7 L'exécution des décisions en matière familiale
par Alice MEIER-BOURDEAU, Sylvian DOROL et Cyril ROTH 19
- GPL461e4 Audience de règlement amiable et césure du procès
par Hélène MOUTARDIER et Jean-Paul BESSON 24
- GPL461n9 La « protection juridique avec représentation relative
à la personne » ou le renvoi trop discret à l'article 459, alinéa 2,
du Code civil
par Gilles RAOUL-CORMEIL 26
- GPL461e5 L'adoption aujourd'hui : quelles règles ? quelles pratiques ?
par Nathalie BAILLON-WIRTZ, Kristell COMPAIN-LECROISEY et Charlotte GIRAULT 30
- GPL461j1 Le démembrement de propriété existe-t-il encore ?
par Rama CHALAK, Guillaume GOMBEAUD et Sandie LACROIX-DE SOUSA 34
- GPL461e6 Actualité de la prestation compensatoire
par Céline DAZZAN, Gilles DE COURCEL et Dominique PIWNICA 39

GPL461e7 Assurance-vie : comprendre, conseiller, et (re)traiter dans la succession par Nicolas GRAFTIEAUX, Marie DAMOURETTE et Séverine TAMBURINI	43
GPL461g5 Les violences intrafamiliales par Olivier MATOCCO, Audrey DECROIX et Emmanuelle GOBY	45
GPL461i8 Modalités d'exercice et honoraires par Claire DAVID, Laurence JUNOD-FANGET et Carole PASCAREL	53
GPL460t4 Actualité homoparentalité par Caroline MECARY	55
GPL461i9 L'arbitrage en matière familiale par Guillaume BARBE et Daniel MAINGUY	59
GPL461j0 La SCI à l'épreuve du divorce par Camille MARTI, Justine MEYER et Carole NUGUET	61
• Conférences du vendredi	
GPL461j8 En 2044, y aura-t-il encore un juge ? une justice allégée grâce à l'avocat, devenu conseil des familles par Béatrice WEISS-GOUT	65
GPL461m5 <i>Quid</i> des avocates et avocats à l'horizon 2044 ? par Laurence DUMOULIN	68
GPL461j7 En 2044, y aura-t-il toujours un droit national de la famille ? par Hugues FULCHIRON et Pierre CALLÉ	72
• Ateliers de formation du vendredi	
GPL461o2 Le b.a.-ba du droit international privé de la famille par Laurie DIMITROV, Samuel FULLI-LEMAIRE et Frances GOLDSMITH	78
GPL461k4 Réflexes pour exploiter les documents financiers dans le cadre de la séparation d'un couple par Olga PÉNY-PELTIER, Alice MUNCK-BARRAUD et Thierry BORDEZ	82
GPL461o0 Singularités de la procédure de liquidation-partage par Alexandra COUSIN, Vincent ÉGÉA, Élodie MULON et Sarah SALIMI	85
GPL461h2 Procédure d'appel et droit de la famille : tentative de conciliation ! par Muriel CADIOU, Stéphane FERTIER et Dominique SALVARY	89
GPL461j9 Ouverture d'une succession, ce qu'il faut savoir par Patricia SIMO, Anne-Laure CASADO, Frédéric FIRHOLTZ et Sylvie MOMBELLET	93

À la une

La confirmation administrative du caractère indélébile de la mention du baptême sur les registres paroissiaux

note par Quentin LE PLUARD

sous CE, 10^e et 9^e ss-sect. réunies, 2 févr. 2024

En refusant d'enjoindre la CNIL à ordonner l'effacement du baptême des registres paroissiaux sur le fondement du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978, le Conseil d'État s'aligne sur la position de la Cour de cassation quant au principe mais en fait évoluer le fondement et les justifications à l'heure de la protection des données personnelles.



© jimena_AdobeStock

Actualité

Recrutements dans les tribunaux : la répartition par juridiction dévoilée

focus

Le droit face aux spécificités des outre-mer : une nécessité d'avoir une politique différenciée ?

libres propos par Patrick LINGIBÉ

Technique

Honoraires et clauses de dessaisissement : être ou ne pas être abusives ?

par Florent LOYSEAU DE GRANDMAISON

Jurisprudence

À propos de la détermination des amendes douanières par le juge répressif

note par Lucas PLANTINET

sous Cass. crim., 7 févr. 2024 (2 arrêts)

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Laurent SAENKO

Maître de conférences à Aix-Marseille Université

• Nicolas CATELAN

Maître de conférences à l'université Paris Cité

AVEC LA PARTICIPATION DE

Nicolas BARGUE, Jean-Baptiste BOUÉ-DIACQUENOD, Maxime CLÉRY-MELIN, Mathieu MARTINELLE et Yves MAYAUD



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL461m9 ■ Recrutements dans les tribunaux : la répartition par juridiction dévoilée 3
- GPL461k2 ■ Les priorités de la Chancellerie pour la justice en outre-mer 4
- GPL461n1 ■ Le droit face aux spécificités des outre-mer : une nécessité d'avoir une politique différenciée ?
libres propos par Patrick LINGIBÉ 7


Technique

- GPL461m2 ■ Honoraires et clauses de dessaisissement : être ou ne pas être abusives ?
par Florent LOYSEAU DE GRANDMAISON 10

Doctrine

- GPL461j2 ■ Le contradictoire dans les procédures en matière de soins psychiatriques sans consentement
étude par Natalie FRICERO 14

Jurisprudence

- GPL460h5 ■ La confirmation administrative du caractère indélébile de la mention du baptême sur les registres paroissiaux
note par Quentin LE PLUARD sous CE, 10^e et 9^e ss-sect. réunies, 2 févr. 2024 17
- GPL460q0 ■ À propos de la détermination des amendes douanières par le juge répressif
note par Lucas PLANTINET sous Cass. crim., 7 févr. 2024 21
- GPL461d4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 25
- GPL460w4 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 29
- GPL459w5 ■ Chronique de jurisprudence de droit du numérique
par Thibault DOUVILLE <https://lext.so/GPL459w5> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL461j6 ■ Stéphane Alaimo, bâtonnier du barreau du Val d'Oise 32

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

33

Sous la responsabilité scientifique de
Laurent SAENKO et Nicolas CATELAN

Le numéro de la *Gazette du Palais* du 9 avril 2024
sera un hors-série consacré aux
États généraux du droit de la famille.